

Accord n° 2016-01 du 10 mars 2016
relatif aux salaires

NOR : ASET2250571M

IDCC : 2046

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNCLCC,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FSS CFDT ;

FSPSS FO ;

CFTC santé sociaux,

d'autre part,

Préambule

Les organisations syndicales représentatives dans les CLCC ont demandé à la fédération nationale des centres de lutte contre le cancer d'ouvrir des négociations portant sur une augmentation générale des rémunérations des personnels des centres de lutte contre le cancer.

La fédération a rappelé le contexte dans lequel les CLCC évoluaient actuellement, marqué par une contrainte financière croissante, une maîtrise accrue des dépenses de santé ainsi qu'une baisse tarifaire.

Toutefois, soucieuse de maintenir l'attractivité des CLCC et soutenir le pouvoir d'achat des salariés, la fédération a négocié avec les organisations syndicales représentatives, ce qui suit :

Article 1^{er} | Augmentations générales des personnels non praticiens

1.1. Revalorisation des RMAG des groupes A, B et C

Les rémunérations minimales annuelles garanties (RMAG) conventionnelles des personnels non praticiens appartenant aux groupes A, B et C sont revalorisées de 1 %.

1.2. Revalorisation des RMAG du groupe D

Les RMAG conventionnelles des personnels non praticiens appartenant au groupe D sont revalorisées de 0,8 %.

1.3. Revalorisation des RMAG des groupes E, E1, F, G, H, I, J ET K

Les RMAG conventionnelles des personnels non praticiens appartenant aux groupes E, E1, F, G, H, I, J et K sont revalorisées de 0,5 %.

1.4. Revalorisation des RMAG des groupes L, M et N

Les RMAG conventionnelles des personnels non praticiens appartenant aux groupes L, M et N sont revalorisées de 0,3 %.

Article 2 | *Augmentations générales des personnels praticiens*

Les rémunérations des personnels praticiens sont revalorisées de 0,3 %.

Article 3 | *Grilles de rémunération*

Les grilles de rémunération des personnels non praticiens et praticiens seront révisées en conséquence.

Article 4 | *Différentiel d'indemnité transitoire*

Il est rappelé que le différentiel d'indemnité transitoire (DIT) est gelé pour tous les salariés en bénéficiant.

Article 5 | *Dispositions communes*

Ces mesures salariales s'appliquent dans le respect des accords locaux négociés dans les CLCC en matière de réduction de temps de travail et de créations d'emplois pour les personnels non praticiens et praticiens.

Article 6 | *Date d'application*

Les dispositions visées aux articles 1^{er} et 2 du présent accord entreront en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2016.

Article 7 | *Dépôt et publicité*

Conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et D. 2231-3 du code du travail, le présent accord sera déposé en deux exemplaires, dont une version sur support papier signée par les parties et une version sur support électronique, auprès des services centraux du ministre chargé du travail, ainsi qu'un exemplaire auprès du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

En outre, un exemplaire sera établi pour chacune des parties signataires.

Fait à Paris, le 10 mars 2016.

(Suivent les signatures.)